



Présidence française de l'Union européenne : quel plan d'action pour l'Afghanistan ?

L'Afghanistan est en proie à une grave crise politique, économique et humanitaire. Depuis la prise de pouvoir par les Talibans en août 2021, des milliers d'Afghans, journalistes, avocats, magistrats, artistes, chercheurs, défenseurs des droits, poursuivis, menacés et mis en danger, tentent de quitter le pays, sans succès.

Depuis août, la France a mis en œuvre plusieurs vols avec l'aide du Qatar, et réussi ainsi à évacuer et accueillir plus de 3 000 Afghans sur son sol, dont quelques dizaines de journalistes. Certains Etats membres de l'Union européenne ont aussi procédé à des évacuations de plusieurs milliers d'Afghans comme l'Allemagne ou l'Italie, alors que d'autres n'ont accueilli chacun qu'une poignée de ressortissants afghans.

Et tout cela reste encore dérisoire, face aux dizaines de milliers de citoyens afghans, hommes, femmes et enfants, dont la vie est en danger. Des citoyens tourmentés par la peur au quotidien. Parmi eux, des Afghans qui ont travaillé aux côtés des pays de l'Union européenne, des journalistes qui ont couvert l'actualité du pays ces dernières décennies, dont des femmes, doublement en danger de par leur genre et leur profession.

Mobilisé sur le sujet depuis août, le Syndicat national des journalistes (SNJ), première organisation de la profession en France, a recensé un millier de journalistes afghans dans l'attente d'une évacuation, des femmes et des hommes qui ne peuvent plus exercer leur métier, sinon au risque de leur vie.

Alors que la France vient de prendre la présidence de l'Union européenne pour six mois, quel plan d'action et d'assistance prévoit-elle pour l'Afghanistan ? La priorité sera-t-elle donnée à l'évacuation et au soutien de la population civile afghane ? Quelles seront les étapes concrètes mises en place pour leur venir en aide au plus vite ? Quelles mesures spécifiques seront prises pour les journalistes afghan.e.s, reconnu.e.s comme population à risque, alors que la liberté de la presse se restreint chaque jour un peu plus en Afghanistan ?

Au mois de décembre, la commissaire européenne Ylva Johansson a annoncé que 15 pays de l'UE s'étaient engagés à accueillir en tout 40 000 Afghans. L'Allemagne accueillera le plus gros contingent de réfugiés, avec 25 000 personnes. Emmanuel

Macron, président français et président de l'Union européenne pour les six mois à venir, doit inviter les Etats membres à s'engager concrètement, au plus vite, et à prendre chacun leur part.

Le SNJ, premier syndicat des journalistes en France, appelle l'Union européenne et l'ensemble de ses pays membres à montrer l'exemple en mettant tout en œuvre pour :

- ▶ évacuer les ressortissants afghans à risque dont des centaines de journalistes, en engageant ou poursuivant les discussions avec les Etats qui maintiennent des relations diplomatiques avec l'Afghanistan comme le Qatar, les Emirats arabes unis, l'Iran, l'Ouzbékistan ou le Tadjikistan ;
- ▶ éliminer les lourdeurs et les formalités administratives, afin d'accélérer et de faciliter les procédures de visas et d'asile depuis les pays voisins de l'Afghanistan comme le Pakistan ou l'Iran, et évacuer les ressortissants afghans bloqués dans ces pays, dont des dizaines de journalistes en fuite car recherchés par les Talibans ou Daech, vers l'Etat de l'UE où ils ont obtenu l'accueil ;
- ▶ accélérer et faciliter le regroupement familial et la réunification familiale pour les Afghans déjà présents sur leurs sols ;
- ▶ offrir aux ressortissants afghans accueillis sur leurs sols un traitement et des conditions de vie dignes ;
- ▶ renforcer l'aide de première urgence afin d'éviter une catastrophe humanitaire de grande ampleur déjà en cours avec l'hiver et les pénuries alimentaires.

Enfin, le SNJ appelle l'Union européenne et l'ensemble de ses pays membres à **poursuivre leurs appels au respect des droits humains et des libertés en Afghanistan**, pour l'ensemble de la population et particulièrement pour les femmes, pour les minorités ethniques, et pour tous ceux qui défendent leurs droits et portent leurs voix via la presse.

Les Etats membres de l'Union européenne ont une responsabilité vis-à-vis des Afghans. L'Union européenne ne peut pas et ne doit pas les abandonner. L'urgence est déjà là.

Paris, le 18 Janvier 2022